Décision n° 2016-0450
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 29 mars 2016
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à l'établissement public ONERA
pour l'expérimentation d'un radar de mesure MEDYCIS
sur les sites de Brailly-Cornehotte et Abbeville (80)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2005-400 du 27 avril 2005 relatif aux délais d'octroi des autorisations d'utilisation de fréquences et de notification des conditions de leur renouvellement et aux obligations qui s'imposent aux titulaires pour permettre le contrôle de leurs conditions d'utilisation ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la demande en date du 16 décembre 2015 de l'établissement public ONERA, reçue le 24 décembre 2015 ;

Vu l'accord de l'affectataire Espace en date du 6 janvier 2016 ;

Vu l'accord de l'affectataire administration des ports et de la navigation maritime en date du 13 janvier 2016 ;

Vu l'accord de l'affectataire Météo France en date du 13 janvier 2016 ;

© Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Vu l'accord de l'affectataire ministère de la défense en date du 16 février 2016 ;

Vu l'accord de l'affectataire direction des services de la navigation aérienne en date du 22 mars 2016 ;

Après en avoir délibéré le 29 mars 2016 ;

Décide :

Article 1 – L'établissement public ONERA est autorisé, dans les bandes 2850-3150 MHz et 5700-5800 MHz à utiliser des fréquences radioélectriques selon les conditions techniques précisées dans l'annexe 1 à la présente décision.

Article 2 – La présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est attribuée à compter du 1er avril 2016 jusqu'au 30 avril 2016.

Article 3 –Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques acquitte, à la date de délivrance de la présente décision, au titre des redevances instituées par les décrets n° 2007-1531 et n° 2007-1532 susvisés, la somme de 1891 € pour la redevance domaniale de mise à disposition de fréquences et 50 € pour la redevance de gestion.

Article 4 – La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.

Article 5 – Le directeur de l'accès mobile et des relations avec les équipementiers de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'établissement public ONERA.

Fait à Paris, le 29 mars 2016 Le Président

Sébastien SORIANO